

Le 13 février 2016

Destinataire :
Comité permanent des finances de la Chambre des communes
finapbc-cpb@parl.gc.ca

Présenté par :
Monsieur David LePage
Accelerating Social Impact CCC Ltd.
Président, Conseil pour les entreprises sociales du Canada
3702, rue Quebec, bureau 2
Vancouver (Colombie-Britannique) V5V 3K4
david@asiccc.ca
1-778-772-3472

Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires

Le budget fédéral : Miser sur la valeur sociale à même les dépenses existantes

Les recommandations en vue du budget fédéral visent le plus souvent à répondre à l'une des deux questions suivantes : comment « économiser » en faisant des compressions, ou encore où doit-on « dépenser » davantage? Outre les choix difficiles entre la compression ou l'augmentation des dépenses, ***nous recommandons d'appliquer à l'ensemble du budget un critère d'impact social qui permettra d'optimiser la valeur engendrée par chaque affectation de dépenses.***

Le fait d'envisager la totalité du budget fédéral de 2016 sous l'angle de la valeur sociale permettra de mieux utiliser les affectations actuelles de manière à répondre aux critères budgétaires des ministères et, EN MÊME TEMPS, à s'attaquer à des enjeux sociaux complexes tels les emplois ciblés, la pauvreté, les soins de santé, le logement, etc.

Recommandations en vue du budget fédéral de 2016 :

- 1. Mettre en œuvre une politique d'approvisionnement social applicable à toutes les dépenses gouvernementales***
- 2. Miser sur les investissements dans les infrastructures afin de produire un impact social***

3. Soutenir le renforcement des capacités des entreprises sociales

Le succès de chaque priorité et de chaque choix budgétaire devrait se mesurer en fonction d'une échelle d'évaluation *mixte* : financière, sociale et environnementale.

- Le cloisonnement des dépenses est une pratique du passé; les objectifs interministériels et les mandats de collaboration et d'intégration doivent constituer la nouvelle norme et se refléter dans les budgets et dans les rapports qui émanent du gouvernement.
- L'intégration de critères de durabilité environnementale et de viabilité sociale dans l'ensemble du budget constituera un moyen inestimable, novateur et renouvelé de répondre aux besoins du pays.
- Le budget du gouvernement fédéral n'a pas pour seul but d'équilibrer des chiffres; c'est l'outil qu'emploie l'État pour réaliser des mandats ministériels à court et à long terme et pour gérer les impacts.

Recommandation n° 1

Mettre en œuvre une politique d'approvisionnement social applicable à toutes les dépenses gouvernementales

Le gouvernement fédéral peut maximiser la valeur de chaque dollar qu'il dépense s'il met en œuvre une politique d'approvisionnement social.

- L'approvisionnement social fait partie des éléments énoncés dans la lettre de mandat de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement : « [...] et adopter des pratiques qui appuient les objectifs de notre politique économique, y compris l'approvisionnement écologique et social. »
- Dans son récent rapport sur la finance sociale, le Comité HUMA recommandait notamment ce qui suit : « Le Comité recommande à Emploi et Développement social Canada, de concert avec les ministères et organismes fédéraux concernés, d'explorer l'approvisionnement social¹. »

L'approvisionnement social ajoute un critère d'impact social à toutes les dépenses gouvernementales. Il consiste à utiliser les dépenses existantes pour créer une valeur ajoutée par le truchement d'achats directs ou dans la chaîne d'approvisionnement. Il engendre des impacts sociaux sans entraîner de coûts supplémentaires (www.buysocialcanada.ca).

¹

<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=7992744&Mode=1&Parl=41&Ses=2&File=93&Language=F>.

Pour chaque poste d'approvisionnement dans les dépenses du gouvernement, la capacité de tirer parti de la valeur sociale doit devenir un critère d'évaluation, au même titre que le prix, la qualité et l'environnement.

- Par exemple, les économies de même que l'impact social découlant de la création de possibilités d'emplois ciblés pour un achat de services existant se répercuteront dans l'ensemble du budget – y compris des économies au chapitre de la santé, des pénitenciers, de l'aide sociale, etc.

Il y a de nombreux exemples où des entreprises sociales offrent des emplois à des personnes ciblées, contribuant ainsi à régler certains problèmes tels que l'itinérance, l'inclusion sociale des immigrants et les risques de récidive chez les personnes qui ont eu des démêlés avec la justice, etc.². L'approvisionnement social est un moyen de s'assurer que les personnes les plus vulnérables ne sont pas laissées pour compte.

- Par exemple, le gouvernement fédéral pourrait, par l'intermédiaire du processus contractuel, enjoindre les entrepreneurs de services d'entretien des immeubles à signer un accord sur les avantages pour la collectivité. L'accord pourrait prévoir une disposition exigeant de sous-traiter à une entreprise sociale qui embauche des personnes handicapées. Les coûts d'entretien seraient les mêmes, mais l'impact se multiplierait : le service d'entretien est fourni à TPSGC, des emplois sont créés dans un secteur sous-employé, et Emploi et Développement social Canada réalise des économies.

Ce modèle d'approvisionnement n'est pas nouveau dans les politiques et les pratiques d'approvisionnement du gouvernement; il s'agit plutôt d'un modèle similaire à l'initiative actuelle du gouvernement visant à accroître les débouchés pour les Autochtones ou à atteindre des objectifs environnementaux par l'intermédiaire du processus d'approvisionnement existant. Un rapport de recherche élaboré par Emploi et Développement social Canada (EDSC), intitulé *Exploring Social Procurement*, contient des renseignements généraux et des recommandations sur la Politique d'approvisionnement social³.

- La *Social Value Act* du Royaume-Uni et les initiatives d'approvisionnement du Royaume-Uni et de l'Écosse⁴, ainsi que les lignes directrices sur l'approvisionnement social du ministère du Développement social et de l'Innovation sociale de la Colombie-Britannique⁵ sont des modèles utiles dont pourrait s'inspirer le gouvernement canadien au moment d'élaborer des lignes directrices similaires.

² <http://www.socialentreprisecanada.ca/en/newsroom/>.

³ http://buysocialcanada.ca/files/2014/05/Exploring-Social-Procurement_ASI-CCC-Report.pdf.

⁴ <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2012/3>.

⁵ Approvisionnement social, ministère du Développement social et de l'Innovation sociale de la Colombie-Britannique, <http://www.sdsi.gov.bc.ca/social-innovation/docs/si-purchasing-guidelines.pdf>.

Recommandation n° 2

Miser sur les investissements dans les infrastructures afin de produire un impact social

Il est essentiel d'investir dans les infrastructures, mais pas simplement comme mesure de relance économique et de création d'emplois à court terme. C'est là l'occasion d'aller plus loin et de tirer parti de ces dépenses pour bâtir un avenir plus équitable et plus juste.

- Toutes les dépenses liées aux infrastructures peuvent être mises à profit afin de créer une valeur sociale qui s'ajoute aux valeurs recherchées sur le plan de l'économie et de l'emploi.

Les investissements dans les infrastructures peuvent engendrer une valeur sociale qui ajoute un impact dans la mesure où :

- tous les contrats d'infrastructures et tous les bénéficiaires sont tenus d'inclure un critère d'impact social, au même titre que le prix, la qualité et l'environnement;
- tous les investissements et les programmes liés aux infrastructures comprennent un accord sur les avantages pour la collectivité.

Recommandation n° 3

Soutenir le renforcement des capacités des entreprises sociales

Le gouvernement actuel a dit que l'entreprise sociale constitue l'occasion d'utiliser les modèles opérationnels pour réaliser des objectifs à caractère social et en même temps soutenir la mission et la durabilité du milieu sans but lucratif. Les entreprises sociales sont des entités communautaires qui vendent des biens ou des services sur le marché à des fins sociales, culturelles ou environnementales; elles réinvestissent leurs bénéfices de manière à optimiser leur « mission sociale⁶ ».

L'adoption d'une valeur sociale dans le processus d'approvisionnement actuel fera augmenter la demande pour les entreprises sociales en tant que fournisseurs de biens et de services.

- Il est possible d'accroître très efficacement la capacité du secteur des entreprises sociales en mettant à la disposition des entreprises sociales les budgets et les programmes actuellement destinés aux petites et moyennes entreprises. Pour rendre les « règles du jeu » équitables pour les entreprises sociales, il suffit d'apporter des rajustements minimes aux programmes, et le coût est infime. Rien sur le plan réglementaire ou législatif n'empêche que 95 % des programmes existants dont bénéficient les petites et moyennes entreprises soient accessibles pour les entreprises sociales. Il s'agit plutôt d'une simple question d'ordre

⁶ www.socialentreprisecanada.ca.

opérationnel, et la mise en œuvre et la surveillance peuvent s'effectuer principalement par l'entremise du Réseau Entreprises Canada d'Industrie Canada.

- Nous appuyons fermement les dispositions des lettres de mandat qui invitent le ministre des Finances et les ministres responsables de l'emploi et du développement social à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie d'entreprise sociale et de finance sociale pour le gouvernement fédéral. Nous espérons échanger et collaborer avec le personnel ministériel dans le cadre de cette initiative importante et essentielle.

N'hésitez pas à communiquer avec moi si vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements ou si vous avez des questions sur les renseignements fournis ci-dessus.